



Réunion du Groupe des neuf du 18 octobre 2019

Synthèse des discussions et relevé des décisions

Bilan du 8 octobre

Dans une période où une partie des personnes en retraite ont la fausse impression d'avoir tout gagné par leurs mobilisations précédentes (remboursement de CSG et d'impôts, promesse de revaloriser les pensions inférieures à 2000 euros), les mobilisations du 8 octobre montrent des hauts et des bas (là où il a fallu subir une pluie battante) par rapport à ce que nous avons connu récemment, mais, avec environ 160 lieux de manifestation ou de rassemblement, nous restons, avec environ 40 000 manifestants, au-dessus du seuil des 30 000 qui nous semblait infranchissable avant mi-2017.

La dynamique s'affirme d'autant plus que les actions montrent un enracinement du groupe des neuf dans les territoires.

L'avenir s'annonce très menaçant pour notre pouvoir d'achat (indexation, au mieux seulement sur l'inflation, et non sur l'évolution des salaires et pas pour tous les retraités ; volonté de réduire le poids des retraites en le plafonnant à 13,8 % du PIB ; déséquilibre des comptes de la Sécurité sociale par le non remboursement par l'État des baisses et exonérations de cotisations) et incite à amplifier les mobilisations. La relative accalmie due à la proximité des élections municipales ne durera pas.

Décisions :

- **Nous améliorerons l'animation des rassemblements / manifestations et la qualité des mots d'ordre** ; nous devons occuper l'espace pour le maîtriser, particulièrement pour le cortège parisien. Dès lors que nous ne sommes jamais reçus par les ministres, il est inutile de continuer de faire des manifestations aboutissant dans le quartier des ministères, là où les parcours traversent des avenues et des boulevards « déserts ». Pour dépasser le scandale du parcours fixé au dernier moment, nous ferons tout pour des parcours sur les grands boulevards où nous sommes vus.
- **Nous ferons connaître les initiatives prises par des équipes dans des départements** visant à « débaptiser » des places et des rues, comme l'ont fait les camarades de la Somme (« Place des Retraités Citoyens Utiles »).
- **Notre argumentaire doit se préciser sur le seuil de 2 000 €**, déculpabiliser les 5 millions de personnes ayant plus de 2 000 € de pension, expliquer que nous ne sommes pas riches à 2 000 € et que les très riches sont ailleurs, faire de la pédagogie sur l'indexation sur les salaires.
- **La réforme des retraites s'impose à nous, nous ne pouvons pas l'ignorer** ; nous allons voir s'il est possible de respecter les positions « confédérales » de toutes les organisations du groupe des 9, de mettre de côté ce qui divise et de considérer, uniquement sur les aspects concernant directement les personnes en retraite, ce qui nous rassemble pour une éventuelle expression commune par rapport à la réforme des retraites (un projet de texte en ce sens sera envoyé par Solidaires).

Préparation du 21 novembre

Ce n'est pas une nouvelle journée d'action nationale ; il s'agit d'une rencontre entre délégations pour réfléchir ensemble, tant sur nos revendications que sur nos mobilisations et moyens d'action. Une note rédigée par FO sera envoyée rapidement aux équipes sur le contenu de cette journée.

Déroulement de la journée : Après l'accueil, la rencontre sera centrée sur le futur PLFSS 2020 et divisée en deux temps de discussions avec les délégations, introduits par une courte présentation de 10 minutes : PLFSS et pouvoir d'achat (FSU) ; PLFSS et santé, EHPAD, soins à domicile (CGT). Les formes d'actions auront une place dans ces deux débats. Le tout sera appuyé et illustré par un diaporama sur chaque thème. Si l'UNIR national CFE-CGC donne son accord, il sera préparé par la CFE-CGC (toutes les organisations lui envoient des éléments, y compris sur

les initiatives spectaculaires du 8 octobre). Un manifeste sera proposé aux délégations (c'est Didier Hotte qui en fera la présentation devant les délégations).

La pause déjeuner sera offerte par les neuf organisations, Solidaires se charge de la nourriture et la FSU des boissons. Les factures seront prises en charge par les neuf organisations nationales.

Les délégations restant l'après-midi seront invitées pour aller porter le manifeste aux ministres A. Buzyn d'une part et G. Darmanin, d'autre part. Une audience sera demandée à chacun des deux (envoi par la CGT). Le contenu du manifeste sera rendu public.

Les journalistes seront invités à cette journée par FO

Réunion de bouclage de la journée du 21 novembre : mercredi 13 novembre à partir de 15 h dans les locaux de Solidaires.

Rencontre au Sénat

Le groupe « Groupe Communiste Républicain Citoyen et Ecologiste » au Sénat nous a invités le 30 octobre de 14 à 15 h, dans la suite des rencontres avec le sénateur Dominique Watrin. L'objectif est de recueillir des informations et de faire le point sur le PLFSS 2020. Nous sommes invités à donner notre avis commun sur le budget de la Sécu et ses conséquences directes (indexation, CSG) et indirectes (Ondam à 2,1 % dans les hôpitaux). Nous

pourrons également échanger sur les conséquences directes pour les personnes en retraite de la réforme des retraites.

La délégation des neuf arrive un peu en avance, à l'entrée du Sénat, pour faire le point.

La CGT demande aux autres groupes de l'Assemblée Nationale et du Sénat de recevoir le groupe des neuf sur la question.

Les maires

Les réponses des maires remontent, mais pas suffisamment, y compris dans les départements ayant bien fait le boulot, alors que d'autres, même petits, ont des réponses.

Les responsables d'associations de maires ont bien reçu leur lettre, la question est maintenant de savoir ce qu'ils en ont fait, sachant que tous les maires subissent un étranglement financier et que certains démissionnent.

Décisions :

Chaque organisation « relance » ses équipes militantes sur cette initiative.

Il faut insister auprès des conseillers municipaux que l'on connaît dans nos organisations, en parler

aux groupes parlementaires que nous allons rencontrer.

Une information est-elle possible dans la Gazette des communes ? FO se renseigne.

Lors d'une prochaine réunion des neuf, nous envisagerons une initiative centrale juste avant les élections municipales des 15 et 22 mars 2020, ce qui donnerait une dynamique aux équipes pour leurs démarches vers les maires.

Le salon des maires, du 19 au 21 novembre Porte de Versailles, ne semble pas le bon endroit pour leur distribuer de l'information (nombreuses autres personnes présentes, distributeurs repoussés loin de la porte). Mais nous devons voir s'il est possible de diffuser une information sur des stands à l'intérieur du salon.

CDCA

Nous avons 22 réponses de département.

L'objectif est d'avoir un état des lieux plus fidèle que le bilan officiel national, de montrer que tous les départements ne font pas fonctionner correctement les CDCA, ne donnent pas de moyens au CDCA et bien souvent ne respectent pas la loi.

Des départements ont appris l'existence de ce questionnaire officiel national et ont interpellé leur CDCA pour le connaître, certains départements ont refusé de transmettre ce qu'ils avaient envoyé.

La prochaine loi vieillissement / perte d'autonomie va-t-elle mettre en place d'autres instances, ce qui expliquerait l'absence d'information concernant le renouvellement des CDCA ?

A noter que le HCFEA n'a aucune nouvelle de la loi. La mission El Khomry, mise en place par Agnès Buzyn en juillet 2019, sur l'attractivité des métiers de la perte d'autonomie, devait rendre compte de ses travaux le 15 octobre 2019. A ce jour, nous n'avons aucune information.

Décision : chaque organisation relance dans ses rangs et incite au respect du souhait d'avoir une seule réponse par département.

Divers

Le HCFEA travaille le mardi 20 octobre, notamment sur le PLFSS (mesures qui concernent pouvoir d'achat, retraités, aidants, etc.)

Le colloque annuel du COR du 2 décembre est consacré à la question : femmes et retraites.

Prochaine réunion : mercredi 13 novembre à partir de 15 h à Solidaires